L'hybridation entre droit civil et Common Law dans les « mixed legal systems » (révélation des périls et ressources du droit sécrété face au droit décrété).

Sous la direction de Gustavo VIEIRA DA COSTA CERQUEIRA (EA7352 CHROME-UNIMES)

Aux confluents du droit civil, du droit international privé et du droit comparé (français avec la Common Law), le but de la thèse (qui mobilisera plusieurs éléments relevant de la théorie du droit et de l'histoire du droit) est d'identifier et de décrire le phénomène de persistance / résistance du droit coutumier face à un péril ou risque d'érosion / réduction / éviction dans les environnements dits de "mixed legal system" (tels que Jersey, Guernesey, Vanuatu etc.) où s'interpénètrent le droit « sécrété » et le droit « décrété ».

La tendance est à l'hybridation des systèmes juridiques sur ces territoires à l'identité partagée (même chez les systèmes civilistes classiques qui ont pour "précédents" la Louisiane ou Québec, hybridés par la loi). Prise pour un nouveau lus Commune par les tenants de l'expansionnisme naturel de la Common Law, la culture anglaise du "precedent", de l'objectivation des obligations et de l'homme raisonnable, prend désormais racine entre les marches des temples romano-germaniques. Cependant, la ductilité oubliée du droit coutumier offre des ressources régénératrices vers une forme de renaissance de la pensée juridique civiliste héritière de l'humanisme, à l'orée un monde qui devient « global » sans être universel.

Le risque social identifié est l'insécurité juridique accrue par l'affrontement entre « droit sécrété et droit décrété ». Cette réflexion pousse à s'interroger sur l'existence d'un « droit invariant » (au sens des sciences dures), une forme irréductible (ou un état indépassable) de norme génératrice d'obligations civiles, en écho au Droit Naturel. Dans une certaine mesure, le sujet met en exergue le fait que le droit « décrété », théoriquement intolérant au droit « sécrété » doit, au risque de devenir un droit non juste, composer avec lui au nom de la raison chaque fois que la coutume ou le droit civil enté sur le « for de la conscience » se rattachent à ce référentiel.